

nation commerçante. À Tokyo, avec nos partenaires de la Quadrilatérale - les États-Unis, le Japon et la Communauté européenne -, nous avons conclu une entente sur l'accès aux marchés pour les produits industriels. Nous nous inspirons maintenant de cette entente à Genève pour obtenir un ensemble plus important de mesures.

Nous avons aussi enfin réglé notre différend sur la bière avec les États-Unis. Et nous avons négocié les accords sur l'environnement et sur le travail, qui viennent s'ajouter à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Les exportations sont le moteur de la croissance de notre économie et elles continuent à aider le Canada à se sortir de la récession économique mondiale des dernières années. Dans les six premiers mois de cette année, nos exportations de marchandises ont totalisé 87 milliards de dollars, soit 15 p. 100 de plus que pendant la même période en 1992. Ces données ont encore plus de signification si l'on songe que chaque milliard de dollars en nouvelles exportations génère environ 15 000 emplois.

N'ayons aucun doute quant aux avantages que le Canada a retirés de son Accord de libre-échange avec les États-Unis (ALE). Les données sur le commerce en donnent amplement la preuve. Par exemple, nos exportations de marchandises aux États-Unis ont atteint un sommet de 122,3 milliards de dollars l'an dernier, malgré la mauvaise situation économique.

La tendance se maintient cette année. À la fin d'août, notre excédent commercial avec les États-Unis était de 14,2 milliards de dollars. C'est 41,8 p. 100 de plus que pour la même période l'an dernier.

Une récente étude de l'Institut C.D. Howe illustre le type de croissance dont je parle. Selon cette étude, la valeur des exportations canadiennes aux États-Unis s'est accrue en moyenne de 33 p. 100 entre 1988 et 1992 dans les secteurs libéralisés par l'ALE. Il est significatif que cette croissance ait été la plus marquée dans les industries à salaires élevés et à forte valeur ajoutée. L'une des principales constatations de l'étude est que l'ALE améliore la compétitivité des industries canadiennes vitales pour la future prospérité économique du pays.

L'ALENA consolidera ce succès et contribuera à la croissance dont notre économie a besoin pour réduire le déficit et la dette. Cet accord donnera aux exportateurs de biens et de services un meilleur accès au marché américain, un meilleur processus de règlement des différends et une importante ouverture sur un dynamique marché mexicain trop longtemps protégé par des droits de douane élevés et par d'autres obstacles.